

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 13/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)

route de Chalampé

BP 1403

68390 Sausheim

Références : 0006705659_2023_05_31_PeugeotCitroen_PEINTURE_VIIC-COV-réexamen-IED
Code AIOT : 0006705659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est inscrite dans le cadre de la vérification d'une partie des éléments contenus dans le dossier de ré-examen IED déposé par l'exploitant le 23 juin 2022, ainsi que la vérification des hypothèses du bilan massique mensuel établi par l'exploitant en vue de déclarer ses valeurs d'émissions en COV en flux spécifique. L'objectif de cette visite de contrôle est de vérifier :

- les éléments liés à la définition du périmètre IED tel que décrit par l'exploitant dans son dossier,
- les exclusions réalisées par l'exploitant notamment sur l'applicabilité de certains BREF transverses (BREF EFS en particulier),
- les descriptions de certaines Meilleures Techniques Disponibles pour lesquelles l'inspection s'interrogeait dans le cadre de l'instruction documentaire du ré-examen,
- l'examen de certaines hypothèses constitutives du bilan massique COV réalisé par l'exploitant.

Il est à noter que le site oscille en fonction des années entre la 1ère et la 2ème place des plus gros émetteurs en COV pour le Haut-Rhin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PSA PEUGEOT CITROËN SNC fabrique sur son site de Sausheim des véhicules automobiles. La capacité de production du site de Sausheim est de 1 100 véhicules par jour. Dans le cadre de cette activité, le site possède un atelier peinture visant une cadence de 60 véhicules peints par heure, avec environ 110 salariés, et une production pour l'année 2020 de 51201 véhicules peints. Le procédé peinture consiste aujourd'hui aux étapes suivantes :

- passage dans un traitement de surface puis une cataphorèse pour les pièces à peindre,
- passage en étuve des caisses,
- application d'étanchéité sur une ligne (étanchéité 1),
- application par pistolets robotisés de bases et vernis (deux lignes laque n°1 et 2),
- passage en étuve des caisses,
- finition/contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : rejets atmosphériques (émissions COV) et ré-examen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 7	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Périmètre IED	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3	Sans objet
4	Périmètre IED	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3	Sans objet
5	Périmètre IED	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3	Sans objet
6	Périmètre IED	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site a permis de mettre en avant les points suivants :

- une situation de non-conformité concernant le bilan mensuel COV réalisé par l'exploitant,
- une situation (respect de la valeur d'émission en flux spécifique pour les COV) où l'inspection ne peut en l'état conclure compte tenu de la non-conformité constatée pour la réalisation du bilan mensuel,
- des compléments à apporter au dossier de ré-examen IED, ces compléments feront l'objet d'un rapport de l'inspection spécifique.

Compte tenu de la nature de la non-conformité (documentaire) et bien qu'elle soit en lien avec un enjeu majeur des installations (émissions COV), les engagements formels pris par l'exploitant pour rendre son bilan conforme, amènent l'Inspection à ne pas proposer en l'état les suites administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Concernant les rejets en COV des installations liées à l'activité d'application de revêtement sur véhicules, la vérification du respect de la valeur limite en flux spécifique doit faire l'objet, par l'industriel, d'une autosurveillance des rejets par mesure et bilan matière mensuel prenant en compte à minima:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés (bains de cataphorèse, mastics, produits d'étanchéité, apprêts, laques, produits de protection, ...), y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage, - les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors des usines, - les quantités de solvants éliminés dans l'atmosphère. - la nature et quantité employées de solvants à phrases de risques spécifiques ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. <p>L'inspection des installations classées devra disposer des résultats correspondants, rapportés au nombre de véhicules fabriqués et de m² revêtus, dans les délais prévus par l'article 4.2 du présent arrêté.</p> <p>Constats : Le contrôle de cette prescription s'est fait par contrôle des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bilan massique pour l'atelier peinture année 2022, • registre des déchets émis par l'atelier peinture pour l'année 2022, • commande de solvant "R04" réalisée sur l'année 2022, • procès-verbaux ou fiche technique mentionnant les taux de solvants des produits engagés dans l'atelier peinture, • programme de fabrication pour l'année 2022. <p>Il a pu être constaté la mise en place d'une autosurveillance par bilan comme prévu par la prescription contrôlée et ce, à fréquence mensuelle. L'objectif de ce bilan est de pouvoir faire état de la conformité des rejets des installations vis-à-vis de la valeur limite imposée en COV totaux émis, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 35 g/m², • ou 1 kg de solvant par véhicule + 26 g/m² <p>exprimés en gramme de solvant par mètre carré de surface revêtue et en kilogramme de solvant émis par carrosserie d'automobile revêtue.</p> <p>Pour ce faire l'exploitant somme les quantités de solvants (% des composés organiques volatils) qu'il achète et utilise dans son procédé ou en maintenance, auquel il retranche les solvants détruits en déchets, et par les unités de traitement de l'air vicié des procédé (oxydateurs thermiques). Ce principe de calcul est cohérent avec les méthodologies nationales reconnues notamment en termes de Plan Gestion Solvant (PGS), tel que décrit dans le guide général de l'INERIS de 2000 sur la réalisation d'un PGS.</p> <p>Le contrôle a porté sur les éléments suivants du bilan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • teneurs en solvants de certains des produits consommés (bains de cataphorèse, apprêts, laques, vernis) : <p>Le contrôle a été réalisé par échantillonnage uniquement sur la base des procès-verbaux fournis par l'exploitant. L'examen de ces éléments montre des incohérences entre les teneurs en solvants indiquées sur les PV des fournisseurs, et celles reportées dans le bilan massique. Pour exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Blanc Banquise 18,3 % sur la fiche produit pour 17,14% dans le bilan,

- Gris Titane 18 % sur la fiche produit pour 16,6 % dans le bilan,
- Gris Platineum 22,1 % sur la fiche produit pour 19,41 % dans le bilan.

Ces écarts sont expliqués par l'exploitant par le fait qu'il ne reporte qu'annuellement les éléments issus de ces fiches produits et non au fil de l'eau (a minima mensuellement comme le prévoit la prescription). Or les approvisionnements en produits se font à fréquence plus ou moins élevée en fonction des consommations, mais plusieurs fois par an. Le fait que l'exploitant ne procède pas à la mise à jour (a minima à fréquence mensuelle) des teneurs en solvants présentes dans son bilan massique constitue une non-conformité à la prescription contrôlée. En effet l'inspection ne peut pas considérer que l'exploitant utilise des quantités exactes pour la réalisation de son bilan.

- les quantités de déchets générées contenant des solvants sous forme de déchets :

Il a pu être contrôlé au travers du registre des déchets émis par l'atelier peinture qu'il y a cohérence entre les déchets émis et enregistrés dans ce document réglementaire, et les éléments déclarés dans le bilan massique.

- les quantités de solvants détruites par les oxydateurs thermiques :

Afin de déterminer les quantités de solvants détruites, l'exploitant met en oeuvre un processus de détermination d'un coefficient de correction entre les émissions en COV mesurées en sortie d'oxydateurs, et la teneur en solvant correspondante. La procédure rédigée par l'exploitant mentionne que ce facteur de correction est dépendant des conditions de fonctionnement de l'installation (rendement des oxydateurs, nature et quantité des solvants utilisés dans le procédé, etc). Il y a ainsi lieu de considérer (et comme c'est stipulé dans la procédure de l'exploitant) que ce facteur est à déterminer lors de chaque campagne de mesure. Or, pour l'année 2022, l'exploitant utilise un facteur issu de campagne de mesures précédentes (2019). Les quantités de solvants détruites par les oxydateurs déclarées par l'exploitant sont ainsi entachées d'erreurs. Ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

- la nature et quantité employées de solvants à phrases de risques spécifiques ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998 :

Ces éléments n'apparaissent pas dans le bilan réalisé par l'exploitant, il s'agit d'une non-conformité

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales. Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Nature de l'installation	Émissaire associé	Concentration (mg/Nm3)
	Refroidisseur	

Cataphorèse – 4 émissaires	Extraction sas Cataphorèse/étuve	<p>- Pour les COV totaux: La valeur limite d'émissions totales, exprimées en gramme de solvant par mètre carré de surface revêtue et en kilogramme de solvant émis par carrosserie d'automobile revêtue, est de 35g/m² ou 1 kg de solvant par véhicule + 26 g/m².</p> <p>- la teneur en poussières de l'air rejeté à l'atmosphère n'excède pas 5mg/Nm³.</p>
Lignes d'application laques / vernis (2 lignes ; 14 émissaires en tout)	Extraction base 1 – Laque 1	
	Extraction base 1 – Laque 2	
	Extraction base 2 – Laque 1	
	Extraction base 2 – Laque 2	
	Extraction vernis – Laque 1	
	Extraction vernis – Laque 2	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 1)	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 1 (cheminée 2)	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 1)	
	Extraction étuve séchage incinérateur – Aval laque 2 (cheminée 2)	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 1	
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage – Laque 2	
	Extraction convection – laque 1	
	Extraction convection – laque 2	

[...]

Constats : Concernant la valeur limite en flux spécifique pour les COV totaux, comme décrit dans le point de contrôle précédent, l'inspection s'est attachée à vérifier les hypothèses de l'exploitant lui permettant d'établir mensuellement le bilan massique des installations de l'atelier peinture afin de déclarer le flux spécifique, en gramme de solvant par m² de surface revêtue. Au vu des constats réalisés en lien avec la réalisation du bilan massique précité, l'inspection n'est pas en mesure de statuer sur la conformité des émissions compte des nombreuses incertitudes et non-conformités relevées précédemment.

Concernant les rejets poussières, l'examen des rapports d'autosurveillance pour l'année 2022 montre que la valeur limite de 5 mg/Nm³ est respectée pour chacun des émissaires contrôlés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.4.4.3 Peinture (bâtiment SA44 + annexe) - Activité IED : traitement de surface, cataphorèse, étanchéité, peinture.</p> <p>La cadence de production est au maximum (en cas de 3 tournées) de 52 véhicules par heure, [...].</p> <p>Les principales activités à la peinture sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement de surface (process automatique dans un tunnel) avec un cycle détaillé comme suit : • Prélavage par aspersion ; • Dégraissage 1 par aspersion et dégraissage 2 par trempée, avec un tensioactif ; • Trois rinçages à l'eau industrielle, en cascade du stade 3 vers le stade 2, du stade 2 vers le stade 1 ; • Affinage ; • Phosphatation, dans un bain chauffé par boucle d'eau chaude spécifique pour limiter les écarts de température ;

<ul style="list-style-type: none"> • Deux rinçages à l'eau industrielle, le premier en trempée et le second par aspersion ; • Passivation ; • Deux rinçages à l'eau déminéralisée, le premier par aspersion et le second en trempée ; • Séchage ;[...]
<p>Constats : Les constats réalisés sur site et l'examen des documents techniques transmis par l'exploitant mettent en avant que la description faite du procédé de traitement de surface est incomplète ou erronée. En effet, l'étape de "prélavage par aspersion" contient en plus de l'eau déminéralisée un produit dénommé "Gardobond additive H7415". L'étape de phosphatation n'existe plus sur le procédé industriel.</p> <p>Ces éléments seront repris sous la forme d'une demande de compléments dans le rapport d'examen lié au dossier de ré-examen IED du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.4.4.3 Peinture (bâtiment SA44 + annexe) - Activité IED : traitement de surface, cataphorèse, étanchéité, peinture.</p> <p>[...]</p> <p>Les principales activités à la peinture sont :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cataphorèse (process automatique dans un tunnel) : couche de peinture anticorrosion déposée par électrodéposition, selon un cycle détaillé comme suit : • Humidification ; • Trempe cataphorèse dans un bain de 380 m3, avec ajout de liant, pâte pigmentaire, additif et solvant ; • 4 rinçages en cascade, 3 par aspersion et 1 en trempée ; • Dernier rinçage à l'eau déminéralisée ; • Soufflage et cuisson en étuve [...] ; • Refroidissement à l'air ambiant ; <p>[..]</p>
<p>Constats : Les constats réalisés sur site, et l'examen des éléments techniques transmis par l'exploitant, montrent que le dossier de ré-examen ne précise pas que l'étape d'humidification est réalisée par un mélange contenant des produits issus de la cataphorèse (contenant donc des COV).</p> <p>Ces éléments seront repris sous la forme d'une demande de compléments dans le rapport d'examen lié au dossier de ré-examen IED du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>2.4.4.3 Peinture (bâtiment SA44 + annexe)</p> <p>Activité IED : traitement de surface, cataphorèse, étanchéité, peinture.[...]</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> · Etanchéité et révision : · Etanchéification du véhicule à l'air, à l'eau, aux odeurs, à la poussière, antigravillonnage et insonorisation de l'habitacle, par la pose de mastic [...] grâce à des robots ; [...] · Préparation des caisses avant application des couches de finition (process manuel), avec détection des défauts et retouche si nécessaire [...] ; · Application de l'apprêt hydrodiluable, des laques (ou bases) et du vernis (process automatique dans deux cabines, comprenant chacune les étapes laques et vernis) : · Application d'une couche de tenue UV et de la teinte définitive de laque (jusqu'à 15 teintes en série, pouvant varier selon les besoins de la production) par robots dans une cabine [...], équipée d'un sol humide pour capter l'over spray (surplus de produit) [...] ; [...]; · Application de la couche de finition de vernis bicomposants (vernis et durcisseur) par robots dans une cabine [...] ; · Cuisson [...] en étuve en sortie de chaque cabine (incluant la fenêtre de cuisson des mastics précitée) ; [...] <p>Constats : Les constats réalisés sur site correspondent à la description des différents procédés en termes d'étape industrielle. Il a également pu être contrôlé la présence d'éléments décrits par l'exploitant comme MTD dans l'annexe 2 de son dossier de ré-examen tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • application robotisée et automatisée des mastics, base, et vernis, • présence d'un sol humide pour la récupération du surplus de produits, • diminution des étapes de cuissons avec cuisson des mastics d'étanchéité, des bases et vernis en une étape. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité accueille également les divers stockages de produits nécessaires au process listés ci-avant (stockage sous bâtiment). [...]. Les produits liquides (laques, vernis...) sont transportés par canalisations, en circuit fermé entre la cuve de la centrale des laques et les pulvérisateurs des différents robots.</p> <p>Les installations annexes sont : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> · Aire de dépotage des matières premières (laques, vernis, produits chimiques, mastics...) ; [...] <p>La peinture est alimentée en :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Gaz naturel (make-up, chaudières, aérotherme, [...], brûleurs d'appoint des incinérateurs de COV [...]; [...] <p>Constats : Les constats réalisés sur site, mettent en avant que les installations soumises aux rubriques n°3260 et 3670 au sein de l'atelier peinture disposent de stockages en vrac et conditionnés, et qu'il convient ainsi de prendre en considération l'ensemble des MTD décrites dans le BREF EFS pour l'analyse de conformité des installations à réaliser dans le cadre du ré-examen. Les MTD 5 et 6 du BREF STS ne visent que la maîtrise des émissions en COV, le paragraphe 1.2 du BREF STM mentionnant à plusieurs reprises que les MTD décrites dans le document viennent compléter celle du BREF EFS. Ces éléments feront l'objet d'une demande explicite dans le rapport</p>

d'examen du ré-examen IED du site.

Les constats réalisés sur site confirment la présence d'installations de combustion (incinérateurs, make-up, chaudière), il convient donc de considérer que l'atelier peinture contient des installations soumises à la rubrique n°3110. En effet en application des principes de la fiche technique ministérielle de novembre 2019, il convient de considérer que :

« Pour déterminer le classement en 3110, il faut d'abord calculer la puissance thermique nominale de toutes les activités de combustion de l'établissement (y compris le chauffage direct, les fours verriers, les fours de process chimiques, les fours de cimenteries, les séchoirs, les torchères, les aérothermes, les panneaux radiants, les groupes électrogènes, les motopompes thermiques des installations de sprinklage, les appareils de puissance inférieure à 1 MW et les brûleurs de combustible des oxydateurs thermiques), fonctionnant en simultanée, c'est-à-dire la puissance thermique totale (P_{totale}) des activités de combustion du site ».

Ces éléments de prise en compte des puissances de l'ensemble des appareils de combustion apparaissent dans le tableau 8 du dossier de ré-examen, mais une incohérence de puissance est relevée par l'inspection. Le tableau indique une somme totale de 170,9MW, alors que le tableau 11 du dossier récapitulant les installations IED du site) mentionne uniquement 149,302MW. Il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours de rédaction par l'inspection) d'explicitier pour cet atelier les éléments relatifs à la présence d'installations soumises à la rubrique n°3110 (installations de combustion), mais non nécessairement soumises au BREF LCP pour ce secteur d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet